

ISSN 0007-9871

# CAHIERS DE LEXICOLOGIE

publiés par l'Institut National  
de la Langue Française

7 6

2000-1

REVUE  
INTERNATIONALE  
DE  
LEXICOLOGIE  
ET  
LEXICOGRAPHIE

DIDIER ERUDITION

Fac-similé

## NATION ET PATRIE DANS LE DISCOURS DE DROITE À LA VEILLE DE LA GUERRE

### Quels signifiants pour signifier quel patriotisme ?

*Patriotism was what was principally at stake in the political debate of the interwar years. Through which puns (homeland/nation, France/territory) was it being expressed in the discourse of the French, national and the Munich right wing, in a disrupted period of our history?*

L'entre-deux-guerres est un moment privilégié pour étudier la difficile et chaotique expression du sentiment patriotique en France. En 20 ans, entre les deux plus importants conflits qui faillirent tout entière l'emporter, la France passe du statut de première puissance militaire du monde au rang de nation quasi-colonisée à l'intérieur du grand Reich allemand. Elle passe psychologiquement du fier sentiment national d'être le phare de la civilisation, le pays de la Liberté et de la démocratie à celui, repentant, de s'être égarée dans les loisirs du Front populaire, de s'être laissée tenter par la révolution, d'avoir été corrompue par la république parlementaire. Par ailleurs – coïncidence, cause, ou conséquence du déclin national ? – les forces politiques qui véhiculent le patriotisme évoluent considérablement dans un étrange chassé-croisé.

La gauche marxiste qui revendiquait après-Guerre de manière militante son internationalisme prétend avec le Front populaire incarner, seule, la nation face à la menace nazie. Dans le même temps, la droite qui voulait « faire payer l'Allemagne » et s'était accaparée jalousement l'héritage patriotique de la victoire dans les années 20 semble prête à beaucoup de concessions envers l'ennemi d'hier au moment de Munich.

Le sentiment national, son sens, son contenu, son intensité, ses manifestations se trouvent affectés entre les deux guerres. Le lexique qui sert à l'exprimer enregistre ce chaos par d'étranges jeux de mots dans lesquels signifiants et signifiés, dénotation et connotation évoluent. Et ces jeux de mots semblent d'autant plus inextricables que les locuteurs politiques (chefs de parti et dirigeants du pays) savent utiliser le flou du langage, les nuances lexicales,

les glissements sémantiques pour infléchir leur politique voire renier leurs engagements tout en maintenant une apparente continuité dans leur discours.

Faute de pouvoir reprendre l'ensemble des conclusions que nous avons pu tirer de l'étude du discours politique dans l'entre-deux-guerres (MAYAFFRE, 1998), nous voulons ici, à partir de quelques constats lexicométriques simples et grâce au repérage systématique, syntagmatique et paradigmatique, de quelques mots au signifié ambigu (*nation, patrie, territoire, France,...*), retracer l'itinéraire du discours de droite ; itinéraire politique et discursif, qui, on le sait, pour la majorité de la droite française s'abîme dans le discours munichois et vient s'échouer sur l'idéologie vichyste. Un corpus de 800 000 mots et près de 400 discours, contenant la plupart des prises de parole des deux principaux dirigeants de la droite des années 30 (1930-1939) a été pour cela traité par HYPERBASE<sup>1</sup> grâce à sa mise en comparaison avec un corpus de même taille de discours de gauche. Plus précisément, ce sont les discours d'André Tardieu, leader des droites dans les années 30, 3 fois président du Conseil, 6 fois ministre et ceux de Pierre-Étienne Flandin, président de l'Alliance démocratique, président du Conseil en 1934-1935 et 11 fois ministre, qui ont été réunis et comparés au discours de Léon Blum et de Maurice Thorez. Tardieu et Flandin représentent la droite patriote et modérée. En 1920, ils font partie du "bloc national", et en 1928 sont élus sous la direction de Poincaré dans le rassemblement "d'union nationale". Si au moment de Munich leurs positions respectives évoluent et que chacun prend des options différentes, c'est toujours au nom des intérêts bien compris de la nation.

Par quels mots s'exprime donc le sentiment patriotique de la droite ? De quelle manière le vocabulaire national évolue-t-il au fil des années qui précèdent la guerre ? Enfin, comment des hommes qui fondent leur engagement politique sur la défense de la nation arrivent-ils, dans leur phraséologie, à justifier Munich pour préconiser une politique de renoncement patriotique ?

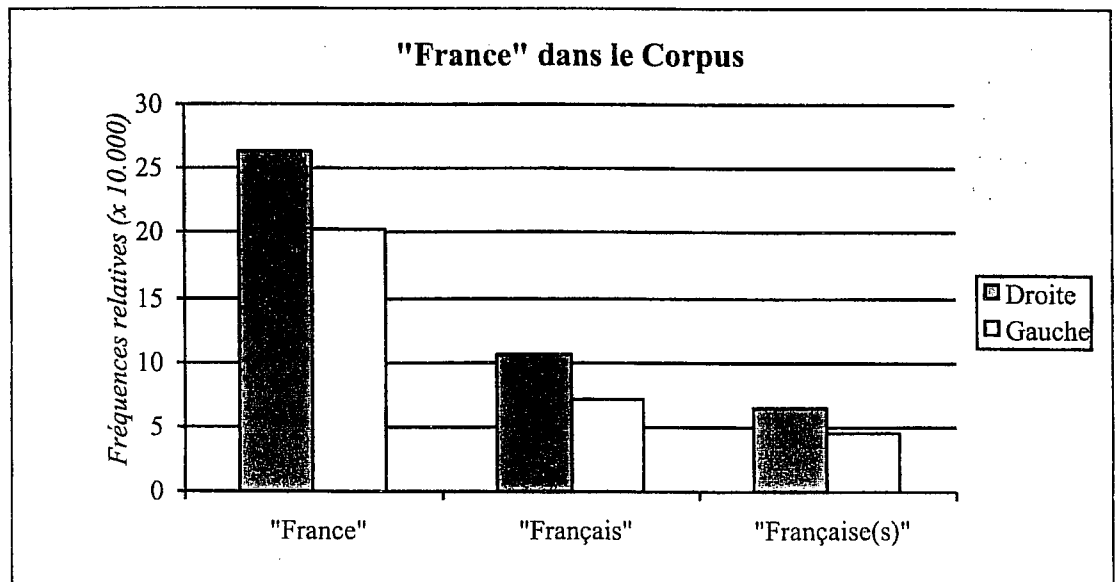
### **Le discours de droite : un discours national**

Le discours de droite dans l'entre-deux-guerres est avant tout un discours national et par là, patriotique. La nation-patrie ne trouve certes pas de définition explicite dans la prose de droite, et successivement peuvent être exaltés, dans la langue de Barrès, la terre française, dans celle de Renan, l'âme française, ou même parfois dans une tonalité jacobine, le peuple français. Mais quelle que soit la définition de la nation, la droite ne conçoit la politique qu'à l'intérieur du cadre national.

Cette référence constante à l'identité nationale apparaît tout simplement au détour des critères quantitatifs de trois signifiants explicites – et dont le signifié importe finalement peu dans le constat – : *France, français* et

<sup>1</sup> HYPERBASE est un des meilleurs logiciels de lexicométrie actuellement disponible pour PC et Macintosh. Il a été mis au point par É. BRUNET et le laboratoire de l'INaLF-CNRS, UPRES-A 6039 de Nice.

*française(s)*<sup>2</sup>. Tous trois sont nettement caractéristiques du discours de droite en comparaison avec la prose de gauche et sont systématiquement sur-utilisés par Tardieu et Flandin par rapport à Thorez et Blum<sup>3</sup>.



Si l'on additionne l'ensemble des *France*, *français* et *française(s)*, nous trouvons 3 438 occurrences sur les 800 000 mots du corpus-Droite, c'est-à-dire que la droite utilise en moyenne un de ces termes tous les 230 mots de son discours, et ceci sur 10 ans (1930-1939) et à chaque prise de parole ! Une telle pulsation donne au discours de la droite un rythme patriotique effréné et en dit aussi long qu'une analyse sémantique. La gauche utilise aussi fortement les mots de la nation (1 terme tous les 320 mots), mais n'arrive pas à rattraper la droite. Il faut donc souligner, que malgré un revirement patriotique spectaculaire de la gauche qui se met en 1935-1936 à utiliser les termes de la nation d'une manière d'autant plus criante qu'elle ne les utilisait pas avant, la droite sur l'ensemble des années 30 reste plus patriote – au moins au sens des références lexicales dans le discours – que la gauche.

Mais si la *France* est au cœur du discours du parti de l'ordre pour en devenir un élément caractéristique, que recouvre ce mot dans la pensée de la droite de l'entre-deux-guerres ?

Appréhender la nation dans la pensée politique est toujours chose délicate. Toute définition semble subjective. G. BURDEAU débute la sienne sur

2 Signalons qu'à défaut de lemmatisation, l'ordinateur et le traitement lexicométrique ne font pas la distinction entre le nom et l'adjectif *Français/français* et *Française/française*.

3 Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de la statistique lexicale et préférons représenter cette sur-utilisation par des fréquences relatives. Notons simplement à l'adresse d'un public averti que cette sur-utilisation s'élève à des écarts réduits de +8, +7, et +6.

cette difficulté conceptuelle : « La nation n'est pas une réalité concrète, mais une idée. (...) L'ethnie, le territoire, la religion, la langue, ne suffi(sen)t à rendre compte de la réalité nationale. »<sup>4</sup> La pensée de la droite n'échappe pas à cette difficulté de conceptualisation. Pourtant, la consultation systématique des contextes d'utilisation de *France* montre que le premier effort de la droite est, à défaut de définition précise, de donner à la nation un contenu concret. Il s'agit, semble-t-il, de la matérialiser dans un territoire aux frontières naturelles, et, par une série de réductions, de l'enraciner dans le sol, la terre et pour finir le champ. Assis sur le terroir, l'État-nation France pourra être alors mobilisé à satiété dans le discours de droite, pour être le cadre du débat politique intérieur et l'interlocuteur des autres nations dans le débat extérieur.

### La nation, la patrie, le territoire

La France semble d'abord pour l'homme de droite un territoire, bien qu'il n'y ait, dans le discours, aucune affirmation catégorique à ce sujet. Néanmoins, il est tout à fait symptomatique que la *terre*, le *sol* et le *territoire* caractérisent statistiquement le vocabulaire de droite<sup>5</sup> en même temps que *France* ou *pays*. Et une étude des cooccurrences des trois premiers mots indique qu'ils sont souvent associés au lexique *stricto sensu* de la nation. Au regard des discours de Flandin et de Tardieu, c'est dans la *terre* que semble se cimenter le discours patriotique du parti de l'ordre. À ce titre, sans doute, faudrait-il d'avantage parler d'une vénération de la patrie, du pays, d'exaltation de la terre des morts, celle fertilisée par le sang et les ossements des ancêtres, que d'une célébration de la nation dont la signification, depuis Valmy et son lendemain républicain, est tout autant politique que géographique. Pourtant, quantitativement *patrie* apparaît seulement 70 fois alors que *nation* apparaît 214 fois dans le discours de droite. Surtout, il est intéressant de remarquer que les deux termes sont en apparence toujours utilisés indifféremment comme deux synonymes dans l'exaltation patriotique de la droite<sup>6</sup>. Précisément, c'est dans cette confusion ou mise en synonymie que réside l'essence du patriotisme de la droite et dans la réduction de la patrie-nation française dans la terre de France que se profilent ses limites.

4 G. BURDEAU, "nation" in *Encyclopaedia universalis*. Souligner la difficulté de conceptualisation de la notion est le détour obligé des réflexions sur la nation. Voir notamment la forme interrogative que prend un des livres fondateurs de RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, 1882. Sur cet effort de définition qui est au cœur de notre analyse, nous renvoyons dans un premier mouvement à l'un des manuels les plus récents et à sa bibliographie fournie, celui de J.-Cl. CARON (1995). Voir notamment le chap. I : « La nation, la patrie, le peuple : le sens des mots », p. 15-31.

5 Respectivement à hauteur d'écarts réduits de +5, +3 et +3.

6 Par exemple, dans une phrase comme « Les hommes d'État qui en France accepteraient à moins d'y être obligés par une attaque directe de lancer notre pays dans la guerre commettraient un crime contre la patrie, contre la nation française elle-même. » (P.-É. Flandin, 25-II-1939, Discours All. dém. à Toulon). La distinction des deux termes ne semble pas établie.

Dans la droite ligne de Barrès, P.-É. Flandin déclare en novembre 1938 au XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'Alliance démocratique : « Nous aimons notre patrie, nous la chérissons dans sa TERRE... ».

Dans cette affirmation patriotique, l'entité territoriale et matérielle (la patrie) prime sur l'entité politique jacobine et républicaine (la nation). Malgré l'aspect en partie conjoncturel de cette citation – nous sommes, nous y reviendrons, au cœur de la fièvre munichoise –, cette prise de position de Flandin semble représentative de la conception de la *France* à droite. Et d'autres arguments concourent à montrer la place primordiale que le parti de l'ordre accorde à la terre dans son exaltation patriotique. À cet égard, le souvenir encore présent de la guerre de 1914 est particulièrement parlant.

Il est clair, en effet, que dix années après la cessation des hostilités, ce qui reste dans le corpus des souvenirs de la Grande Guerre, c'est la défense du territoire. Oubliés les thèmes de propagande sur la lutte entre les démocraties et les régimes autoritaires, entre la liberté et la barbarie ; la mobilisation patriotique de 1914-18 fut celle de la reconquête de l'intégrité territoriale, du recouvrement de l'Alsace-Lorraine.

Flandin le dit au détour d'une phrase :

« Depuis 1932, le peuple français subit après les autres peuples du monde l'âpre et parfois désespérante lutte pour la vie, après avoir donné il y a vingt ans son sang le plus généreux pour la défense de l'intégrité du TERRITOIRE. » (P.-É. Flandin, 8-XI-1936, Discours au XXXI<sup>e</sup> Congrès de L'All. Dém.).

Quant à Tardieu, lorsqu'il prend la parole devant le congrès de l'Union nationale des Combattants, prenant de la hauteur historique, il s'arrête sur l'essentiel :

« Placés depuis César à un carrefour de routes convoitées, les Français n'ont possédé leur SOL qu'en le défendant. En 1914, c'est le peuple entier qui, attaqué, s'est levé pour cette défense, marquant l'effort victorieux d'un sceau ineffaçable d'universalité. » (A. Tardieu, 18-V-1930, discours prononcé au Congrès de l'Union nationale des Combattants à Lyon).

Le sceau ineffaçable d'universalité – s'agit-il de la défense de la nation des droits de l'Homme ? – est certes évoqué, et Tardieu énonce ailleurs la dimension "*morale*" de la mobilisation de l'été 1914, pourtant c'est la défense du sol qui est uniquement soulignée. De la même manière, lorsque Tardieu veut faire l'apologie de la République et de son combat victorieux de 1918, son argumentation donne un certain sens à son patriotisme :

« La République a dans l'œuvre extérieure restauré, par la victoire, l'unité de notre SOL. » (A. Tardieu, 12-III-1929, discours au Centenaire des Gardiens de la Paix).

L'horizon d'une guerre nouvelle confirme nos impressions. Il serait trop aisé de multiplier les citations pendant et après Munich où Flandin se

recroqueville derrière ses frontières<sup>7</sup> qu'il estime d'autant plus garanties que la France se désintéresse de celles des autres. Beaucoup plus remarquable – par sa précocité – est la déclaration du ministre des Affaires étrangères, début 1936, après l'occupation de la Rhénanie :

« Le Gouvernement, en toutes circonstances, saura, n'en doutez pas, faire pour la Défense nationale tout son devoir. Il n'a, à ce sujet, de conseil, ni surtout de leçon à recevoir de quiconque. Il ne s'inspirera, pour prendre ses décisions, que des intérêts supérieurs de la nation et de la nécessité d'assurer l'intégrité du TERRITOIRE<sup>8</sup>. Il se déterminera uniquement par des raisons techniques, sans que jamais la politique puisse agir sur ses décisions... » (P.-É. Flandin, 2-IV-1935, JO Chambre-débats).

Dans ce discours pré-munichois, la volonté bornée de la défense de l'intégralité du territoire présentée comme l'alpha et l'oméga de la politique que défend le ministre des Affaires étrangères sert de prétexte – puisque le sol de France n'est pas attaqué – à l'inaction française à un moment pourtant crucial. Une conception étroite de la nation – dans cet extrait, Flandin utilise bien le terme de *nation* – avant tout comme un *territoire*, permet de ne pas mesurer le danger. « Pas de politique », jamais de politique dans le discours ou l'activité de droite, une telle conception ampute la nation française d'une de ses dimensions essentielles – originelle – et réduit dangereusement sa force mobilisatrice. Nation et patrie se confondent réellement dans le discours de droite, mais c'est l'entité territoriale qui prime sur l'entité politique et politisée des jacobins. Au patriotisme mobilisateur et missionnaire a succédé un patriotisme étroit et conservateur.

Nous insisterons plus loin sur l'évolution munichoise du discours patriotique de droite, qui se traduit notamment par un abandon relatif mais révélateur du terme *nation* au profit du terme *patrie*, mais une constante sur l'ensemble de la période étudiée semble se dessiner d'ores et déjà. Le patriotisme de droite, sans doute depuis Barrès, naît et prospère dans la perte, la reconquête ou la défense du territoire. La défaite de Sedan, la perte de l'Alsace et la Lorraine, le nationalisme revanchard, la victoire de 1914-18, le recouvrement des départements perdus donnent au patriotisme de droite un visage qui rompt avec l'aspect essentiel du patriotisme révolutionnaire, celui qui mêle au combat pour la patrie déclarée en danger, celui pour la Liberté et la République. Tardieu a beau se mettre sous la protection de l'universel, la conception territoriale, "terre à terre" pourrait-on dire, de la nation qui transparaît dans son discours donne au patriotisme de droite une dimension particulière. Et du particulier à l'égoïsme, l'Europe révisionniste eut vite fait de franchir le pas pour dénoncer l'attitude conservatrice d'une France repue territorialement dans les relations internationales. Plus grave, une question se pose. Que pouvait être le potentiel de mobilisation patriotique de ce discours ? Cette France qui a recouvré son unité territoriale, cette France protégée derrière

7 Le terme de *frontières* est caractéristique du discours de droite par rapport au discours de gauche à hauteur de +6.

8 Pour l'ensemble de l'article, le texte souligné l'a été par nous.

sa ligne Maginot, cette France dotée aussi d'un immense Empire ne devait-elle pas rester passive et se désintéresser de la situation européenne jusqu'au jour où elle serait physiquement et directement agressée ? Ne devait-elle pas attendre de voir remise en cause son intégrité territoriale – l'Alsace et la Lorraine, mais aussi Nice et la Corse – pour se mobiliser ? C'est ce qu'envisage pour s'en féliciter Tardieu en 1933, dans le scénario catastrophe qu'il imagine :

« Et puis, tout d'un coup, le SOL est menacé par l'envahisseur et voilà que tout le monde répond : Présent ! » (A. Tardieu, 26-III-1933, Discours prononcé à Laon).

C'est ce que réclame Flandin dans un article majeur qui date encore de 1937 :

« La France ne peut pas persévérer dans une politique purement idéologique.... Et il faut que l'opinion, en France, mesure l'importance du tournant à prendre par la diplomatie française. Si la France choisissait ce que l'on pourrait appeler le donquichottisme européen, cela signifierait pour le peuple français l'obligation de se réarmer au maximum et la nation française devrait accepter cet effort non seulement en vue de la défense de son TERRITOIRE attaqué, mais, éventuellement en vue d'une guerre offensive dans laquelle elle serait obligée d'intervenir contre un agresseur présumé en vertu d'un système d'alliances beaucoup plus compliquées que les alliances d'avant-guerre. ... Quinze années de politique idéaliste n'ont pas consolidé la paix ni fortifié la sécurité française. La France commence à le reconnaître et à redevenir patriotiquement réaliste. » (P.-É. Flandin, 8-XII-1937, *Coopération*, « La France doit revenir à une politique étrangère réaliste. »).

En clair, le patriotisme de droite cherche à rompre avec l'universalisme jacobin et n'est pas assez ambitieux, politique et idéal pour mobiliser. Il part d'une identification réductrice de la nation au sol et du combat patriotique à la seule défense conservatrice du territoire. Cette perception est celle qui prévaut tout au long des années 30, et qui, bornée, semble amener inéluctablement à l'immobilité et aux compromissions munichoises.

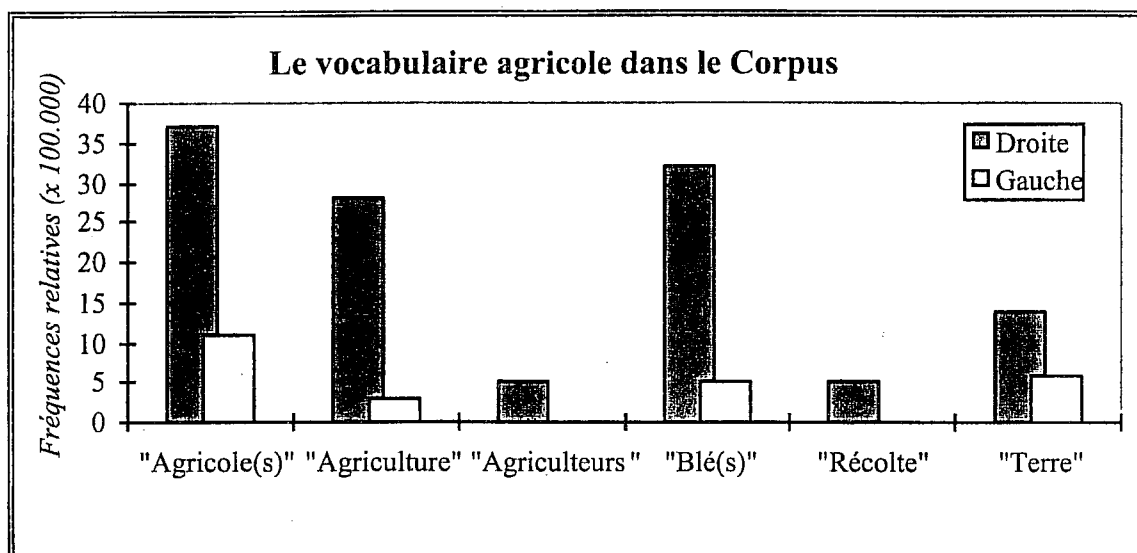
### Patriotisme et ruralisme

La réduction de la nation à son cadre territorial, si lourde de conséquence dans le visage que prendra le patriotisme de la droite à la fin des années 30, semble d'abord due à la volonté de Tardieu et Flandin de donner un contenu concret, matériel à l'idée nationale. Dans cette volonté de matérialisation, la droite va beaucoup plus loin et par une série de concrétions, son discours passe de la nation au territoire, du territoire à la terre, et de la terre aux champs fertiles et labourables de la douce France. D'un point de vue statistique, nous touchons avec l'agriculture, non seulement au pivot du patriotisme de droite, mais nous abordons le thème qui, entre tous, démarque le plus droite et gauche pour caractériser positivement les discours de Flandin et de Tardieu.

Dans la liste du vocabulaire spécifique du discours de droite, le vaste réseau sémantique de l'agriculture est en effet de loin le plus foisonnant. Les mots de l'agriculture (*agricole, blé, agriculteurs, récolte, céréales, engrais,*



*fruits, terre, cultivateurs, culture, bétail, blés, agricoles, ruraux, etc.)* sont ceux dont la répartition à l'intérieur du Corpus est la plus déséquilibrée entre parti de l'ordre et parti du mouvement. Ils sont partout dans le discours de la droite, pratiquement nulle part dans le discours de la gauche révolutionnaire.



Or à l'analyse, si le thème de l'agriculture est à ce point dilaté dans le discours de droite, c'est qu'il dépasse les simples préoccupations conjoncturelles ou techniques de Flandin et Tardieu pour rejoindre des préoccupations identitaires et patriotiques beaucoup plus fondamentales. L'agriculture, parce qu'elle est la « culture du sol », l'agriculteur parce qu'il vit de la substance du pays, les paysans parce qu'ils sont les « hommes de la terre » (A. Tardieu, 28-IX-1930, Discours prononcé à Alençon) sont l'âme de la France, le socle ou le bouclier de la nation.

L'agriculture c'est d'abord pour la droite la force démographique et économique de la France. Le chercheur pensait trouver dans le discours de la droite orléaniste de l'entre-deux-guerres l'exaltation d'une France urbaine et industrielle ; il y trouve l'apologie de l'agriculture et du ruralisme. Tardieu – grand bourgeois parisien et orléaniste novateur – ne manque jamais de rappeler l'essence économique rurale de la France :

« Retenons comme une vérité première que la prospérité de nos paysans est la condition fondamentale du bien-être général. » (A. Tardieu, 28-IX-1930, Discours à Alençon).

Cette analyse est très souvent produite par Tardieu ; notons encore :

« Maintenir le pouvoir d'achat de l'agriculture, c'est maintenir la vie de l'industrie et du commerce ; c'est maintenir l'économie française. » (2-V-1931, Discours au Banquet de la Fédération des Agriculteurs du Cher) ; « Je répète donc ce que j'ai dit tant de fois : défendre l'agriculture, c'est défendre l'intérêt général. » (15-V-1933, Discours à Belfort).

Quant à P.-É. Flandin, il fait le plus souvent chorus au discours de Tardieu :

« Que l'on consulte ... l'immense masse paysanne qui fait la force de notre pays, et dont vient, en dernière analyse, la prospérité ou la misère générale, selon que l'effort laborieux de l'agriculture trouve ou non une rémunération équilibrée dans l'activité productive générale de la nation . » (P.-É. Flandin, 8-XI-1936, Discours au XXXI<sup>e</sup> Congrès de L'All. Dém.).

Cette analyse de la droite est évidemment pertinente. La France dans les années 30 reste un pays profondément rural<sup>9</sup>, et son agriculture tient dans l'économie nationale une place indéniable. Mais le constat démographico-économique est une chose, le projet politique en est une autre. Or la droite semble faire un choix – un choix politique, un choix de société – qui donne à son discours un accent réactionnaire et une tonalité ruraliste qui ne sont pas sans annoncer ceux de Vichy. Tout au long des années 30, la droite, dans son discours, semble donner priorité à l'agriculture sur l'industrie, et envisage l'avenir de la France dans ses campagnes et ses villages. Dès 1929, Tardieu réfléchit en élevant le débat des considérations économiques aux considérations sociales ou sociétales :

« Le problème du blé en France est plus qu'un problème économique : c'est un problème social. Il s'agit de savoir si l'on veut sauvegarder l'équilibre et l'harmonie du corps national, maintenir l'homme à la terre, parer à l'abandon de la campagne pour la ville. » (A. Tardieu, 13-X-1929, Discours à la Fête du travail de Giromagny).

Devenu ministre de l'Agriculture, Tardieu renchérit dans un passage extraordinaire :

« (Il faut) rappeler aux étudiants de tous ordres, dont la terre française n'est pas d'ordinaire la principale occupation, que notre enseignement supérieur considère qu'il remplit sa tâche lorsque, dans le cadre de ses programmes, il fait à la production du sol et à l'agriculture la place qui lui convient. Il faut qu'à l'école primaire des efforts soient faits pour orienter l'enfant dans le sens de la fixation à la terre. Mais, fixer les enfants à la terre c'est très bien, cependant pour y réussir il faut tout de même que la terre permette de vivre honorablement, pour fixer les gens à la terre, il ne faut pas leur dire dès le début ou leur laisser croire qu'ils vont à un métier de sacrifices où jamais leur effort ne sera récompensé. » (A. Tardieu, 19-IV-1931, Discours à la Société des agriculteurs du Nord).

Il ne s'agit plus de constater l'élément moteur que constitue l'agriculture, mais de la sauvegarder, et « maintenir l'homme à la terre » ou « fixer les enfants à la terre », grâce notamment à une propagande scolaire. Le discours de Tardieu annonce sur bien des points ceux ruralistes et nationaux d'Emmanuel Berl, René Gillouin et de Philippe Pétain après la défaite<sup>10</sup>.

9 On date de 1931 le dépassement de la population rurale par la population urbaine en France ; contre 1850 en l'Angleterre !

10 Sur les plus beaux fleurons de la phraséologie ruraliste de Vichy, cf. notamment P. BARRAL, « La terre », in J.-F. SIRINELLI (1992 : 54).

Dans le discours patriotique de la droite, l'agriculture est donc présentée comme la force profonde de la France. Mais plus essentiellement, l'agriculture et le monde rural apparaissent comme les garants de l'identité française. Et lorsque l'on parle d'identité avec la droite, cela signifie le plus souvent se plonger dans l'histoire de France et dans ses grands combats patriotiques. Le souvenir patriotique le plus vif est évidemment celui de la Grande Guerre. Celle-ci, présentée comme une victoire de la paysannerie française, joue ainsi un rôle clef dans l'exaltation de la Terre-patrie et de la ruralité. Nous offrant une belle transition entre l'argumentation économique que nous venons de voir et l'argumentation patriotique *stricto sensu* Tardieu déclare :

« Les ruraux, à la base de l'économie française, les ruraux, à la base du salut national, dans ce temps de péril économique, comme les 700 000 ruraux qui sont morts aux tranchées ont été à la base du salut militaire, les ruraux unis, je les salue tous. » (A. Tardieu, 12-VII-1931, Discours à Briançon).

Ailleurs, combinant toujours les deux registres d'arguments, le président du Conseil ajoute :

« Responsables de l'économie et de la vie françaises, nous avons voulu sauvegarder le fruit de quinze cents ans de travail rural – gage, à travers les siècles, de notre paix intérieure et de notre paix extérieure. Nous avons entendu le vœu des 700 000 paysans, morts sur leur terre et pour leur terre. » (A. Tardieu, 28-IX-1930, Discours à Alençon).

Dans cette dernière phrase se concentre l'essence de notre démonstration : le patriotisme de la droite est un patriotisme fondé avant tout sur la défense d'une nation vécue comme un sol. Et la conséquence directe d'une telle conception est que la paysannerie – parce qu'elle a un rapport essentiel, presque charnel avec la terre – devient le support du patriotisme. Nous sommes aux antipodes du patriotisme que la gauche révolutionnaire remobilise à partir de 1935 ; celui qui se réclame des jacobins ou de la Commune, de la nation entité politique – et qui fait de la politique contre le racisme –, et d'un peuple avant tout urbain.

L'hymne agricole de la droite qui veut se confondre avec l'hymne national ne s'arrête pas à l'évocation des souvenirs de 1914-18. Il sait se plonger plus profondément dans les racines de l'histoire de France. En septembre 1930, Tardieu déclare :

« La société paysanne, le monde agricole, a constitué à travers les siècles, l'armature solide et permanente de la NATION. A lui nous avons dû, au cours de l'histoire, la sécurité extérieure et la paix intérieure. » (A. Tardieu, 18-III-1930, Discours à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture de France).

Huit ans après, en 1938, il reprend la même pensée, voire les mêmes mots, dans *Gringoire* :

« Et la paysannerie, depuis quinze siècles, est l'armature de la France. » (A. Tardieu, 2-IX-1938, *Gringoire*).

Enfin, notons que la droite, dans son discours patriotique et ruraliste, prête à la paysannerie des vertus ou valeurs essentielles. Valeurs qui sont celles supposées de la nation française tout entière, mais que la paysannerie concentre, conserve, cristallise, symbolise. Car pour la droite, Tardieu le dit explicitement, le monde agricole est celui « qui a donné à notre pays son harmonie, dans l'équilibre et la stabilité. C'est en lui que se trouvent encore aujourd'hui les sources profondes des vertus nationales. » (18-III-1930, Discours à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture de France).

D'abord, pour rejoindre l'argumentation historique, la paysannerie est symbole de continuité et de constance ; continuité au niveau historique et national, constance dans la vie quotidienne et à l'échelle individuelle. L'argument est central pour le discours de droite qui est un discours historique et conservateur. L'identité de la France se trouve dans son histoire. Et l'avenir ne se conçoit qu'à la lumière des siècles passés. En toute chose, la vertu maîtresse est la continuité. S'adressant dans un meeting rural à une foule de paysans, Tardieu, avec un lyrisme significatif, déclare :

« La terre vous tient. La terre est votre noblesse. Héritiers de ces villages immobiles qui ont vu vos pères se transmettre le flambeau, vous enseignez aux gens des villes la grandeur de la continuité. Vous semez pour l'avenir. Qui vous défend, défend l'avenir. » (A. Tardieu, 28-IX-1930, Discours à Alençon).

Cette péroraison appelle au moins trois commentaires. L'élément moteur de la fierté nationale est la *terre* (le terme est deux fois répété) ; une terre dans sa matérialité, celle du paysan c'est-à-dire la glèbe des champs cultivés (Tardieu joue avec le sens propre et le sens figuré du verbe *semer*). Ensuite, remarquons l'éloge de l'immobilisme, de la permanence, de la fixité, du temps arrêté ou du passé, gages pour la droite d'avenir. Cette réflexion dépasse l'aspect patriotique qui nous occupe. Et nous retrouvons le "passéisme" du parti de l'ordre et sa conception des sociétés humaines : c'est le respect du passé qui assure l'avenir, et la continuité doit être à tout prix préservée. Enfin soulignons la dimension ruraliste d'un discours patriotique qui non seulement n'hésite pas à faire l'éloge du *village* et du paysan, mais oppose ce dernier aux *gens des villes* qui ont beaucoup à apprendre de lui.

La paysannerie véhicule aussi le puissant mythe de l'union ; l'Union sacrée d'abord, puisque c'est à la paysannerie que revient – grâce à son unité – le mérite de la victoire de 1918, l'union et l'unité éternelles de la nation d'une manière plus générale ensuite. Comme la terre est une, le monde paysan ne fait qu'un. Derrière une déclaration de fin de banquet aussi simple que « Je bois à l'unité des ruraux de France, promesse d'union et de grandeur françaises » (A. Tardieu, 28-IX-1930, Discours à Alençon), la droite décline toute une argumentation politique. L'unité paysanne, modèle ou promesse de l'unité de la nation, s'oppose à la société de classes toujours en lutte des socialistes. Et la paysannerie socle de la nation devient le défenseur du régime en place.

Enfin, dernières vertus qui apparaissent d'essence paysanne, le travail et l'épargne sont exaltés dans le discours de droite. Tardieu (19-IV-1931, Discours à la Société des agriculteurs du Nord) célèbre le « travail acharné, le travail mal

payé, le travail impossible à concevoir et à décrire de milliers et de milliers de paysans français qui ont enfoui dans le sol, par ce travail même, une valeur qui n'est pas rémunérable. » Quant à Flandin, il fait des deux valeurs orléanistes la clef de son discours. Et dans un passage réactionnaire où il s'alarme de la déliquescence de la morale publique, du triomphe des plaisirs faciles et de la perte du goût de l'effort, il fait une notable exception pour le monde paysan, ultime rempart pour la préservation de ces valeurs nationales :

« Comment s'étonner, dès lors, que le goût de l'épargne diminue et tende même à disparaître parmi la jeunesse ? L'achat d'une petite auto, d'un poste de radio, voire d'une robe neuve, donnent plus de joie immédiate et pourquoi s'en priver si l'argent économisé fond par les manipulations monétaires et la hausse des prix comme neige au soleil ? Seul le paysan, quand il espère acheter de la terre, thésaurise encore les pièces et les billets, mais le déséquilibre de la rémunération des ouvriers d'usine et des fonctionnaires, d'une part, et des travailleurs ruraux de l'autre, vident nos campagnes de leurs enfants. L'application de la loi des 40 heures dans les chemins de fer s'est faite aux dépens de la main-d'œuvre déjà insuffisante dans l'agriculture beaucoup plus qu'au profit de la main-d'œuvre pléthorique des faubourgs. » (P.-É. Flandin, 16-VII-1937, *Paris-Soir* : « Rendre la sécurité au travail et à l'épargne »).

Là encore il y aurait beaucoup à dire sur le refus de la droite d'entrer dans une société moderne de consommation basée sur l'industrie pour préférer un monde rural fait de labeur et d'économie. Mais retenons, ici encore, l'essentiel, la directe opposition entre campagne et faubourg, ouvriers ou fonctionnaires (socialistes et internationalistes) et paysans économes et patriotes. Réactionnaire sans aucun doute, la vision de Flandin de la société française est presque rétrograde : une ville dévoreuse d'hommes, une campagne vidée de sa main-d'œuvre, une nation paysanne saignée de sa substance.

L'environnement syntagmatique des termes "nationaux" (*France, territoire, sol, terre*, etc.) et des termes de l'agriculture (*paysans, blé, ruraux*, etc.) nous permet de conclure sur la dimension étroitement liée du sentiment national et du ruralisme dans le discours de la droite pourtant moderne des années 30. Cela éclaire la conception de la France qu'a la droite, et instruit son engagement patriotique. L'exaltation de la France signifie le plus souvent exaltation de sa terre, de ses campagnes et de ses paysans car, la terre labourée, le village, les ruraux sont l'âme de la France, son histoire et par là – dans la logique de la droite – son avenir.

L'agriculture est en fait présentée comme facteur de « stabilité morale » (A. Tardieu, 19-IV-1931, Discours à la Société des agriculteurs du Nord) de la nation. De l'argumentation économique au départ convoquée, et qui peut paraître objective dans la considération de l'agriculture française, nous glissons souvent vers une argumentation subjective, dans laquelle l'idée patriotique est primordiale. Évoquant différentes raisons de défendre l'agriculture, Tardieu arrive à l'essentiel :

« Enfin messieurs, je l'ai dit, il y a une troisième raison qui est de l'ordre moral. 75 % il y a quelques années, 45 ou 50 % aujourd'hui de la population française a vécu sur le SOL, reste encore attachés au SOL. Imaginez-vous que sans péril pour la NATION, on puisse en déraciner la moitié ? Ne serait-il pas meurtrier pour ce PAYS qui vise toujours l'avenir, mais qui s'élance vers l'avenir solidement établi sur la base de son passé et de sa tradition, de demander à l'industrie des possibilités d'extension illimitées et d'arracher à la TERRE une force qu'elle a jusqu'ici fixée et qu'il nous appartient de développer. » (A. Tardieu, 19-IV-1931, Discours à la Société des agriculteurs du Nord).

L'idée centrale est finalement assez simple. Parce qu'elle a toujours été une nation agricole, la France doit le rester, par fidélité à son passé, à sa tradition, à son identité. Et le vrai patriotisme est celui qui défend la terre nationale loin des considérations politiques ou des idéaux républicains, révolutionnaires ou jacobins ; symétriquement ceux autorisés à se réclamer de la France et qui incarnent la nation sont les paysans enracinés dans ce terroir français.

Un jour de printemps, dans une petite ville sur l'Allier dont on ignorait encore la destinée, André Tardieu (9-V-1931, Discours à Vichy), jouant avec l'Histoire, devait réclamer dans un lyrisme patriotique significatif « une paysannerie forte dans un État fort » car, concluait-il, ceci est « le gage du succès, le gage de la prospérité pour la France de demain, pour la France de toujours ». C'était à Vichy au début des années 30.

### **Munich ou comment "réviser" le patriotisme français**

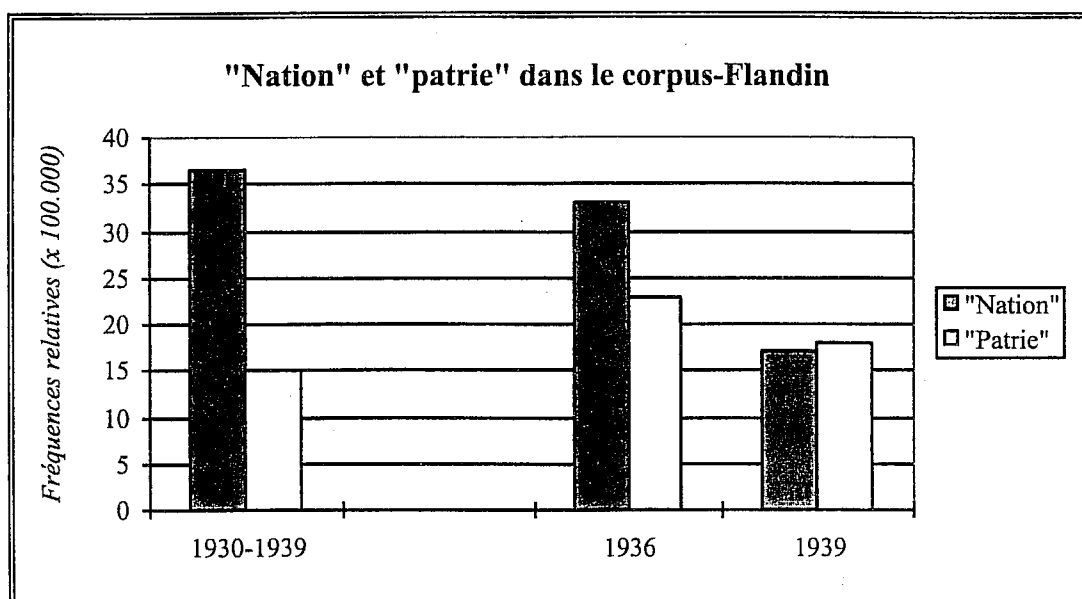
On ne peut traiter de l'expression patriotique dans l'entre-deux-guerres, sans s'arrêter sur la période munichoise. Précisément, Flandin fut le premier munichois de France qui, par son influence, ses nombreux articles, son attitude militante, joua un rôle déterminant<sup>11</sup>. Son discours peut être perçu comme l'expression la plus pure et dans une certaine mesure la plus sincère – nous laissons en effet de côté le discours de la frange d'extrême-droite pré-collaborationiste – de l'idéologie munichoise qui crut que la plus sûre politique pour la France était de céder à Hitler ce qu'il menaçait de prendre par la force. Son discours nous éclaire sur les procédés rhétoriques et lexicaux qui président à l'argumentation munichoise. À bien des égards, le discours munichois dans ses choix lexicaux apparaît comme l'aboutissement logique – quoique caricatural – des conceptions que nous venons d'esquisser.

En effet, le patriotisme munichois s'oppose, explicitement cette fois-ci, à celui, jacobin, de la gauche frontiste qui mêlait la défense du sol à la défense de l'Idéal (l'antifascisme), la protection des frontières et celle des opprimés. Pour Flandin, la France ne devait plus être le gendarme de l'Europe. Le repli territorial devenait un programme de politique étrangère et la politique

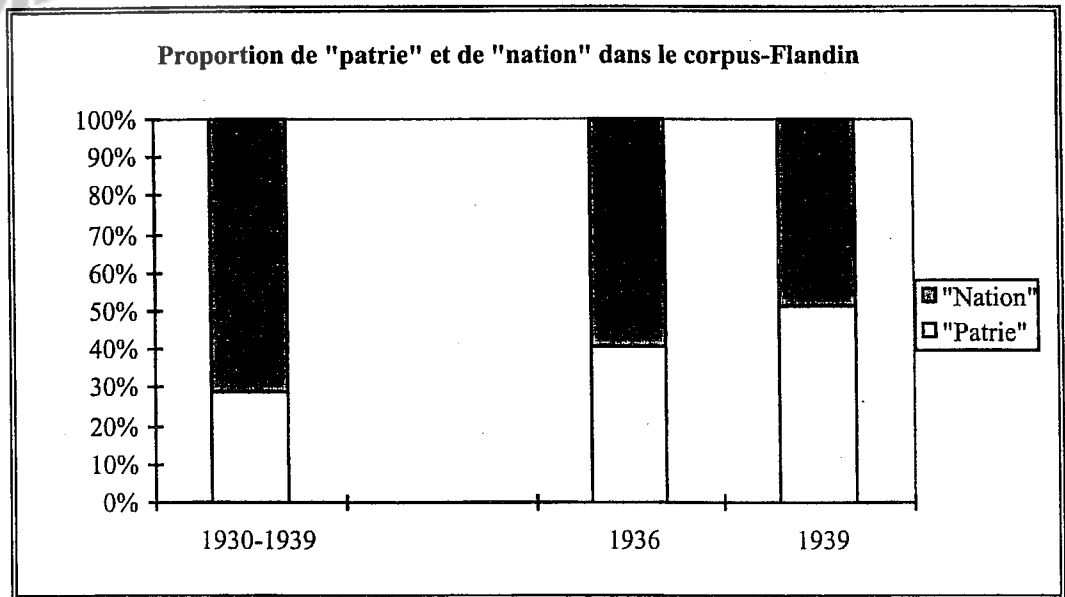
11 Cf. D. MAYAFFRE (1998 : 549-661) ; Deuxième partie, III ; *Flandin, le premier munichois de France*.

impériale avait la lourde tâche de maquiller ce recroquevillement frileux qui s'avérait suicidaire, en projet ambitieux.

Plus que jamais ici nous retrouvons l'idée d'un cadre patriotique vécu comme la terre des morts et non comme entité politique. L'utilisation comparée de *nation* et de *patrie* dans le discours de Flandin aux deux dates extrêmes de la période d'avant-guerre, 1936 et 1939, est instructive ; la fréquence globale ou moyenne sur l'ensemble du corpus-Flandin a été rappelée à titre de comparaison :



Le terme de *patrie*, par rapport à *nation*, sur l'ensemble de la période est peu utilisé. Il est d'ailleurs peu utilisé par Tardieu et presque jamais à gauche. Anomalie lexicale : l'exaltation *patriotique* se fait avec le mot *nation* (lorsque, le plus souvent, le *nationalisme* exalte la *patrie*). Dans ce cadre général, le graphique appelle plusieurs commentaires pour les deux années étudiées qui bornent la période d'avant-guerre. Entre 1936 et 1939, Flandin abandonne progressivement le terme *nation*. De 37 occurrences pour 100 000 mots dans l'ensemble du corpus, nous passons à 33 occurrences en 1936, puis 17 en 1939. Cela est remarquable dans la mesure où les problèmes de politique étrangère se posant de plus en plus nettement dans le discours de Flandin, le phénomène lexical inverse était attendu. Dans le même temps, le terme *patrie*, si on le compare à l'usage moyen, augmente sensiblement en 1936 et légèrement en 1939, pour dépasser, à cette dernière date, l'item *nation*. Il y a une sorte de compensation au déclin du terme *nation* par une augmentation du terme *patrie*. En proportion d'utilisation des deux mots dans le corpus-Flandin, la tendance est marquée :



Ceci dit, entre 1936 et 1939, la fréquence de *patrie* elle aussi baisse ; comme si à la veille du conflit, les termes *patrie* et *nation* ou les expressions du patriotisme, avaient moins besoin d'être mobilisés. Au total, il est possible de conclure que le discours munichois se traduit par une baisse en valeur absolue des symboles nationaux et par une montée en puissance, relative, de *patrie* par rapport à *nation*.

La tentative de restaurer la *patrie* au cœur du discours au détriment de *nation* vise bien à réduire l'engagement patriotique à la simple défense du sol. L'idée évoquée est celle énoncée plus crûment par l'extrême droite du refus de « mourir pour Dantzig ». « Nous avons le droit et même le devoir de penser d'abord et avant tout à nous, aux autres ensuite » s'écrit Flandin (1-VIII-1938, *Revue de France*) sans cacher l'égoïsme de son patriotisme à la veille de Munich. Les célébrations viriles de la frontière, du territoire et de l'Empire, contrebalancent l'appel aux abandons européens. L'extrait le plus remarquable de Flandin date de manière significative de l'euphorie munichoise. Après s'être félicité d'avoir abandonné les Sudètes pour préserver la paix, Flandin tient à affirmer :

« Entendez bien ce que je veux dire ici, je ne veux dire nullement par là que la France doive céder à qui que ce soit un pouce de son TERRITOIRE métropolitain ou colonial et sur ce point vous pouvez être assurés que notre fermeté sera probablement plus grande que celle qui pourrait être affirmée dans des discours, mais qui risque de s'effiloche dans la pratique. » (P.-É. Flandin, 25-II-1939, Discours à un banquet de l'All. dém. à Toulon).

Les conséquences de cette perception sont intéressantes dans le cadre du discours flandiniste. La France devait s'occuper d'elle-même, or la France était repue territorialement : le patriotisme devenait un pacifisme conservateur. Au congrès de l'Alliance de 1938, Flandin précise :



« Le vrai patriotisme, celui qui nous inspire, consiste, en effet, à ne pas lancer notre pays dans une aventure dont il pourrait sortir diminué. » (P.-É. Flandin, 14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'All. Dém. à Paris).

L'attentisme et le pacifisme apparaissent ainsi comme la conséquence naturelle de l'argumentation "patriotique" munichoise. Et pour mesurer totalement la signification de cette dernière citation, il convient de la resituer dans son discours. Plus haut, Flandin avait affirmé :

« Certains ont pensé qu'ils réussiraient [leur entreprise subversive] en s'adressant au patriotisme du peuple. Et voici la dernière des valeurs réelles que je vous demande de réviser.

Vous pensez, sans doute, comme je le pense moi-même, que le patriotisme est un sens supérieur des intérêts de la nation indépendante des passions politiques qui animent chacun de nous ? Si la foi patriotique n'était, en effet, que l'accessoire d'une idéologie politique, elle perdrait toute valeur. » (P.-É. Flandin, 14-XI-1938, Banquet de clôture du XXXIII<sup>e</sup> congrès de l'All. Dém. à Paris).

La volonté affichée est explicite : *réviser* le patriotisme. Il s'agit pour cela de vider la nation de tout contenu et de toute volonté politique, rompant avec le messianisme révolutionnaire des origines que la gauche révolutionnaire du Front populaire exhume à partir de 1935, pour lui donner un sens territorial. Le patriotisme révisé de Flandin se réduit bien à la défense de la terre française chérie.

## Conclusion

La nation est sans doute l'enjeu majeur d'une période encadrée par deux guerres. Et le thème était d'autant plus attendu dans le discours de droite, que celle-ci se présente sous diverses appellations – *droite nationale*, *bloc national*, *les nationaux* – comme le défenseur de la nation, et affiche comme premier programme celui de préserver ou développer sa force. Effectivement, dès la première lecture des mots caractéristiques de la droite, cette attente paraissait ne pas devoir être déçue tant le vocabulaire national est omniprésent dans les discours de Flandin et de Tardieu.

La *nation*, la *France*, les *Français* structurent le discours de droite. Mais de quelle nation s'agit-il et pour quel patriotisme ? Toute étude sur la question a du mal à ne pas prendre en compte le tragique dénouement de la période et le progressif renoncement patriotique qui s'inscrit dans l'évolution du discours durant la période étudiée. Dans ces conditions, le traitement systématique du vocabulaire que permet la lexicométrie apparaît comme l'une des plus sûres et objectives approches d'un discours qui se laisse difficilement appréhender.

En réalité, le patriotisme de Flandin et de Tardieu s'inscrit dans une continuité. Il semble faire écho à celui de Barrès et annoncer déjà celui de Pétain. Rapprocher l'homme du nationalisme intransigeant et revanchard de celui qui accepta la France vaincue peut apparaître dépourvu de sens. Pourtant, tous deux appuient leur foi patriotique sur une sacralisation de la terre, une terre comprise souvent au sens matériel de glèbe ou de terroir. Et comme eux,

Flandin et Tardieu font de cette conscience rurale et terrienne le point nodal de leur conscience patriotique.

N'en doutons pas, la terre des morts de Barrès est avant tout un terroir. « Le terroir nous parle et collabore à notre conscience nationale. Les ancêtres ne nous transmettent intégralement l'héritage accumulé de leurs âmes que par la permanence de l'action terrienne » déclarait Barrès en 1902 (*Scènes & doctrines du nationalisme*, p. 91. Paris, Felix Juven éditeur, *sine data* [1902]). Et notre corpus fait constamment écho, parfois mot pour mot, à l'idée que l'héritage de la France se trouve enfoui dans la terre et que son dépositaire est la paysannerie. « La patrie est plus forte dans l'âme d'un enraciné que dans celle d'un déraciné » (*ibid.*, p. 92), ajoutait l'idéologue du nationalisme en direction des ruraux de France, et nos discours font l'éloge du laboureur-soldat, héros de guerre, gardien des valeurs et garant de l'unité française.

Si le patriotisme de Barrès devait puiser sa force dans le sol fertile de France, il ne s'y réduisait pas. Les citations précédentes montrent toutes deux que de la terre qui forme le socle, une *âme* ou une *conscience* nationales doivent émerger. La conception de Pétain sera plus réductrice. « La terre elle, ne ment pas (...). Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de la France qui renaît. » (P. Pétain, 25 juin 1940, cité par P. BARRAL, in J.-F. SIRINELLI (1992 : 54)), devait-il déclarer dans une formule restée célèbre en 1940. Et si, pour son ruralisme, on a souvent qualifié Pétain d'homme du 19<sup>e</sup> siècle, nous savons désormais que son discours a transité par les bouches les plus modernes de la III<sup>e</sup> République. La terre, « patrie elle-même » ? La droite modérée de l'entre-deux-guerres ne va pas jusque là. Mais l'éloge de l'agriculture ponctué par une volonté affichée de maintenir, pour des raisons morales, les hommes à la terre, marque fortement les discours de Tardieu et de Flandin. La politique ruraliste de Vichy semble inscrite dans les déclarations de Tardieu dès 1929 et dans celle de Flandin, président du Conseil ou munichois, s'appuyant sur la masse paysanne et la petite propriété rurale pour réclamer la paix.

Finalement la filiation évidente de la droite des années 30 avec Barrès, et sa parenté non moins évidente avec certains aspects de la politique de Vichy, nous amènent à poser une question qui dépasse les limites de cet article. Le renoncement patriotique de la droite à la fin des années 30 apparaît-il déjà inscrit dans l'héritage – certes en partie amputé – des conceptions de Barrès faisant de la terre le cœur de la nation ? Malgré l'argumentation de Flandin au moment de Munich repoussant toute politique nationale ambitieuse au nom de l'intégrité du territoire préservé, il serait hasardeux de l'affirmer. Il est clair néanmoins que, mobilisateur après Sedan pour la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine, ou au moment des grandes offensives allemandes sur la Marne, le patriotisme de la terre et des morts paraît impuissant à maintenir une flamme mobilisatrice après Versailles et dans les années 30 où les enjeux politiques et idéologiques sont déterminants. Les morts, les Français en ont trop comptés pour accepter encore de combattre sans réticence pour préserver leurs frontières et leurs sépultures. La terre, la France en possède trop, en métropole avec le

recouvrement des territoires perdus ou dans cet Empire que la droite brandit bientôt comme un projet patriotique compensatoire, pour donner à l'idée nationale barrésienne une énergie galvanisante.

Damon MAYAFFRE  
Université de Nice

Fac-similé

#### INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- BRUNET, Étienne (1981) : *Le vocabulaire français de 1789 à nos jours, d'après les données du Trésor de la langue française*. Genève-Paris, Slatkine-Champion.
- (1991) : « What do statistics tell us », *Research in humanities Computing*, 1, p. 35-46. Oxford, Clarendon Press.
- CARON, Jean-Claude (1995) : *La nation, l'Etat et la démocratie en France de 1789 à 1914*. Paris, A. Colin.
- LEBART, Ludovic et André SALEM (1994) : *Statistique textuelle*. Paris, Dunod.
- MAYAFFRE, Damon (1998) : *Le discours politique dans les années 30. Analyse du vocabulaire de Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, thèse d'Histoire sous la direction de R. Schor, soutenue à Nice le 30 novembre 1998, 3 vol., 1081 p. (à paraître chez Honoré Champion, *Le poids des mots. Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres*, septembre 2000).
- RÉMOND, René (1982) : *Les droites en France*. Paris, Aubier.
- RENAN, Ernest (1882) : *Qu'est-ce qu'une nation ?* Paris.
- SIRINELLI, Jean-François (1992) : *Histoire des droites en France*. Paris, Gallimard.